

Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites*

Le monde économique est-il vraiment, comme le veut le discours dominant, un ordre pur et parfait, déroulant implacablement la logique de ses conséquences prévisibles et prompt à réprimer tous les manquements par les sanctions qu'il inflige, soit de manière automatique, soit, plus exceptionnellement, par l'intermédiaire de son bras armé, le FMI ou l'OCDE, et des politiques drastiques qu'ils imposent, baisse du coût de la main-d'œuvre, réduction des dépenses publiques et flexibilisation du travail ? Et s'il n'était en réalité que la mise en pratique d'une utopie, le néo-libéralisme, ainsi convertie en *programme politique*, mais une utopie qui, avec l'aide de la théorie économique dont elle se réclame, parvient à se penser comme la description scientifique du réel ?

Cette théorie tutélaire est une pure fiction mathématique, fondée, dès l'origine, sur une formidable abstraction (qui ne se réduit pas, comme veulent le croire les économistes qui défendent le droit à l'abstraction inévitable, à l'effet, constitutif de tout projet scientifique, de la construction d'objet comme appréhension délibérément sélective du réel) : celle qui, au nom d'une conception aussi étroite que stricte de la rationalité identifiée à la rationalité individuelle, consiste à mettre entre parenthèses les conditions économiques et sociales des dispositions rationnelles (et en particulier de la disposition calculatrice appliquée aux choses économiques qui est au fondement de la vision néo-libérale) et des structures économiques et sociales qui sont la condition de leur exercice ou, plus précisément, de la production et de la reproduction de ces dispositions et de ces structures. Il suffit de penser, pour donner la mesure de l'omission, au seul système d'enseignement, qui n'est jamais pris en compte *en tant que tel* en un temps où il joue un rôle déterminant tant dans la production des biens et des services que dans la production des producteurs. De cette sorte de faute originelle, inscrite dans le mythe walrasien de la « théorie pure », découlent tous les manques et tous les manquements de la discipline économique et l'obstination fatale avec laquelle elle s'accroche à l'opposition arbitraire qu'elle fait exister par sa seule existence, entre la logique proprement économique, fondée sur la concurrence et porteuse d'efficacité, et la logique sociale, soumise à la règle de l'équité.

Pierre Bourdieu

* Extrait de Pierre Bourdieu, *op. cit.*, p. 108-119.

(1) E. Goffman, *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Ed. de Minuit, 1968.

Cela dit, cette « théorie » originellement désocialisée et déshistoricisée a, aujourd'hui plus que jamais, les moyens de *se rendre vraie*, empiriquement vérifiable. En effet, le discours néo-libéral n'est pas un discours comme les autres. A la manière du discours psychiatrique dans l'asile, selon Erving Goffman, c'est un « discours fort », qui n'est si fort et si difficile à combattre que parce qu'il a pour lui toutes les forces d'un monde de rapports de force qu'il contribue à faire tel qu'il est, notamment en orientant les choix économiques de ceux qui dominent les rapports économiques et en ajoutant ainsi sa force propre, proprement symbolique, à ces rapports de force (1). Au nom de ce programme scientifique de connaissance converti en programme politique d'action s'accomplit un immense *travail politique* (déné, puisqu'en apparence purement négatif) qui vise à créer les conditions de réalisation et de fonctionnement de la « théorie » ; un *programme de destruction méthodique des collectifs* (l'économie néo-classique ne voulant connaître que des individus, qu'il s'agisse d'entreprises, de syndicats ou de familles).

Le mouvement, rendu possible par la politique de déréglementation financière, vers l'utopie néo-libérale d'un marché pur et parfait s'accomplit à travers l'action transformatrice et, il faut bien le dire, *destructrice*, de toutes les mesures politiques (dont la plus récente est l'AMI, Accord multilatéral sur l'investissement, destiné à protéger contre les Etats nationaux les entreprises étrangères et leurs investissements) visant à *mettre en question toutes les structures collectives* capables de faire obstacle à la logique du marché pur : *nation*, dont la marge de manœuvre ne cesse de décroître ; *groupes de travail*, avec par exemple l'individualisation des salaires et des carrières en fonction des compétences individuelles et l'atomisation des travailleurs qui en résulte ; *collectifs de défense* des droits des travailleurs, syndicats, associations, coopératives ; *famille* même, qui, à travers la constitution de marchés par classes d'âge perd une part de son contrôle sur la consommation. Tirant sa force sociale de la force politico-économique de ceux dont il exprime les intérêts, actionnaires, opérateurs financiers, industriels, hommes politiques conservateurs ou sociaux-démocrates convertis aux démissions rassurantes du laisser-faire, hauts fonctionnaires des finances, d'autant plus acharnés à imposer une politique prônant leur propre dépérissement que, à la différence des cadres des entreprises, ils ne courent aucun risque d'en payer éventuellement les conséquences, le programme néo-libéral tend globalement à favoriser la coupure entre l'économie et les réalités sociales et à construire ainsi, dans la réalité, un système économique conforme à la description théorique, c'est-à-dire une sorte de machine logique qui se présente comme une chaîne de contraintes entraînant les agents économiques.

La mondialisation des marchés financiers, jointe au progrès des techniques d'information, assure une mobilité sans précédent des capitaux et donne aux investisseurs (ou actionnaires) soucieux de leurs intérêts immédiats,

c'est-à-dire de la rentabilité à court terme de leurs investissements, la possibilité de comparer à tout moment la rentabilité des plus grandes entreprises et de sanctionner en conséquence les échecs relatifs. Les entreprises elles-mêmes, placées sous une telle menace permanente, doivent s'ajuster de manière de plus en plus rapide aux exigences des marchés ; cela sous peine de « perdre, comme on dit, la confiance des marchés », et du même coup le soutien des actionnaires qui, soucieux d'obtenir une rentabilité à court terme, sont de plus en plus capables d'imposer leur volonté aux *managers*, de leur fixer des normes, à travers les directions financières, et d'orienter leurs politiques en matière d'embauche, d'emploi et de salaire. Ainsi s'instaure le règne absolu de la flexibilité, avec les recrutements sous contrats à durée déterminée ou les intérim et les « plans sociaux » à répétition, et l'instauration, au sein même de l'entreprise, de la concurrence entre filiales autonomes, entre équipes, contraintes à la polyvalence, et, enfin, entre individus, à travers *l'individualisation* de la relation salariale : fixation d'objectifs individuels ; instauration d'entretiens individuels d'évaluation ; hausses individualisées des salaires ou octroi de primes en fonction de la compétence et du mérite individuels ; carrières individualisées ; stratégies de « responsabilisation » tendant à assurer l'auto-exploitation de certains cadres qui, simples salariés sous forte dépendance hiérarchique, sont en même temps tenus pour responsables de leurs ventes, de leurs produits, de leur succursale, de leur magasin, etc., à la façon d'« indépendants » ; exigence de l'« auto-contrôle » qui étend l'« implication » des salariés, selon les techniques du « management participatif », bien au-delà des emplois de cadres ; autant de techniques d'assujettissement rationnel qui, tout en imposant le surinvestissement dans le travail, et pas seulement dans les postes de responsabilité, et le travail dans l'urgence, concourent à affaiblir ou à abolir les repères et les solidarités collectives (2).

L'institution pratique d'un monde darwinien, qui trouve les ressorts de l'adhésion à la tâche et à l'entreprise dans l'insécurité, la souffrance et le *stress* (3), ne pourrait sans doute pas réussir aussi complètement si elle ne trouvait la complicité des *habitus précarisés* que produit l'insécurité et l'existence, à tous les niveaux de la hiérarchie, et même aux plus élevés, parmi les cadres notamment, d'une *armée de réserve de main-d'œuvre docilisée par la précarisation* et par la menace permanente du chômage. Le fondement ultime de tout cet ordre économique placé sous l'invocation de la liberté des individus est en effet la *violence structurelle* du chômage, de la précarité et de la *peur* qu'inspire la menace du licenciement : la condition du fonctionnement « harmonieux » du modèle micro-économique individualiste et le principe de la « motivation » individuelle au travail résident en dernière analyse dans un phénomène de masse, l'existence de l'armée de réserve des chômeurs. Armée qui, d'ailleurs, n'en est pas une, puisque le chômage isole, atomise, individualise, démobilise, désolidarise.

(2) On pourra se reporter, sur tout cela, aux deux numéros de *Actes de la recherche en sciences sociales* consacrés aux « Nouvelles formes de domination dans le travail » (1 et 2), 114, septembre 1996 et 115, décembre 1996 et tout spécialement à l'introduction de Gabrielle Balazs et Michel Pialoux, « Crise du travail et crise du politique », 114, p. 3-4.

(3) C. Dejours, *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Ed. du Seuil, 1997.

Cette violence structurale pèse aussi sur ce que l'on appelle le contrat de travail (savamment rationalisé et déréalisé par la « théorie des contrats »). Le discours d'entreprise n'a jamais autant parlé de confiance, de coopération, de loyauté et de culture d'entreprise qu'à une époque où l'on obtient l'adhésion de chaque instant en faisant disparaître toutes les garanties temporelles (les trois-quarts des embauches sont à durée déterminée, la part des emplois précaires ne cesse de croître, le licenciement individuel tend à n'être plus soumis à aucune restriction). Adhésion qui, d'ailleurs, ne peut être qu'incertaine et ambiguë, parce que la précarité, la peur du licenciement, le downsizing peuvent, comme le chômage, engendrer l'angoisse, la démoralisation ou le conformisme (autant de tares que la littérature gestionnaire constate et déplore). Dans ce monde sans inertie, sans principe immanent de continuité, les dominés sont dans la position des créatures dans un univers cartésien : ils sont suspendus à la décision arbitraire d'un pouvoir responsable de la « création continuée » de leur existence comme l'atteste et le rappelle la menace de la fermeture d'usine, du désinvestissement et de la délocalisation.

Le sentiment profond d'insécurité et d'incertitude sur l'avenir et sur soi-même qui frappe tous les travailleurs ainsi précarisés doit sa coloration particulière au fait que le principe de la division entre ceux qui sont rejetés dans l'armée de réserve et ceux qui sont au travail semble résider dans *la compétence scolairement garantie*, qui est aussi au principe des divisions, au sein de l'entreprise « technicisée », entre les cadres ou les « techniciens », et les simples ouvriers ou les OS, nouveaux parias de l'ordre industriel. La généralisation de l'électronique, de l'informatique et des exigences de qualité, qui oblige tous les salariés à de nouveaux apprentissages et perpétue dans l'entreprise l'équivalent des épreuves de l'école, tend à redoubler le sentiment de l'insécurité par un sentiment, savamment entretenu par la hiérarchie, *d'indignité*. L'ordre professionnel et, de proche en proche, tout l'ordre social, paraît fondé sur un ordre des « compétences » ou, pire, des « intelligences ». Plus peut-être que les manipulations techniciennes des rapports de travail et les stratégies spécialement aménagées en vue d'obtenir la soumission et l'obéissance qui font l'objet d'une attention incessante et d'une réinvention permanente, plus que l'énorme investissement en personnel, en temps, en recherche et en travail que suppose l'invention continue de nouvelles formes de gestion de la main-d'œuvre et de nouvelles techniques de commandement, c'est la croyance dans la hiérarchie des compétences scolairement garanties qui fonde l'ordre et la discipline dans l'entreprise privée et aussi, de plus en plus, dans la fonction publique : obligés de se penser par rapport à la grande noblesse d'école, vouée aux tâches de commandement, et à la petite noblesse des employés et des techniciens cantonnés dans les tâches d'exécution et toujours en sursis, parce que toujours obligés de faire *leurs preuves*, les travailleurs condamnés à la précarité et à l'insécurité d'un emploi sans cesse suspendu et menacés de relégation dans l'indignité du chômage

ne peuvent concevoir qu'une image désenchantée et d'eux-mêmes en tant qu'individus et de leur groupe ; autrefois objet de fierté, enraciné dans des traditions et fort de tout un héritage technique et politique, le groupe ouvrier, si tant est qu'il existe encore en tant que tel, est voué à la démoralisation, à la dévalorisation et à la désillusion politique, qui s'exprime dans la crise du militantisme ou, pire, dans le ralliement désespéré aux thèses de l'extrémisme fascistoïde.

On voit ainsi comment l'utopie néo-libérale tend à s'incarner dans la réalité d'une sorte de machine infernale, dont la nécessité s'impose aux dominants eux-mêmes parfois traversés, comme George Soros, et tel ou tel président de fonds de pension, par l'inquiétude des effets destructeurs de l'empire qu'ils exercent et portés à des actions compensatoires inspirées de la logique même qu'elles veulent neutraliser, comme les générosités à la Bill Gates. Comme le marxisme en d'autres temps, avec lequel, sous ce rapport, elle a beaucoup de points communs, cette utopie suscite une formidable croyance, la *Free trade faith*, non seulement chez ceux qui en vivent matériellement comme les financiers, les patrons de grandes entreprises, etc., mais aussi ceux qui en tirent leurs justifications d'exister, comme les hauts fonctionnaires et les politiciens qui sacralisent le pouvoir des marchés au nom de l'efficacité économique, qui exigent la levée des barrières administratives ou politiques capables de gêner les détenteurs de capitaux dans la recherche purement individuelle de la maximisation du profit individuel instituée en modèle de rationalité, qui veulent des banques centrales indépendantes, qui prêchent la subordination des Etats nationaux aux exigences de la liberté économique pour les maîtres de l'économie, avec la suppression de toutes les réglementations sur tous les marchés, à commencer par le marché du travail, l'interdiction des déficits et de l'inflation, la privatisation généralisée des services publics, la réduction des dépenses publiques et sociales.

Sans partager nécessairement les intérêts économiques et sociaux des vrais croyants, les économistes ont assez d'intérêts spécifiques dans le champ de la science économique pour apporter une contribution décisive, quels que soient leurs états d'âme à propos des effets économiques et sociaux de l'utopie qu'ils habillent de raison mathématique, à la production et à la reproduction de la croyance dans l'utopie néo-libérale. Séparés par toute leur existence et surtout toute leur formation intellectuelle, le plus souvent purement abstraite, livresque et théoricienne, du monde économique et social tel qu'il est, ils sont, comme d'autres en d'autres temps dans le domaine de la philosophie, particulièrement inclinés à confondre les choses de la logique avec la logique des choses. Confiants dans des modèles qu'ils n'ont pratiquement jamais l'occasion de soumettre à l'épreuve de la vérification expérimentale, portés à regarder de haut les acquis des autres sciences historiques, dans lesquels ils ne reconnaissent pas la pureté et la transparence cristalline de leurs jeux mathématiques et dont ils sont le plus

souvent incapables de comprendre la vraie nécessité et la profonde complexité, ils participent et collaborent à un formidable changement économique et social qui, même si certaines de ses conséquences leur font horreur (ils peuvent cotiser au parti socialiste et donner des conseils avisés à ses représentants dans les instances de pouvoir), ne peut pas leur déplaire complètement puisque, au péril de quelques ratés, imputables notamment à ce qu'ils appellent des « bulles spéculatives », il tend à donner réalité à l'utopie ultra-conséquente (comme certaines formes de folie) à laquelle ils consacrent leur vie.

Et pourtant, le monde est là, avec les effets immédiatement visibles de la mise en œuvre de la grande utopie néo-libérale : non seulement la misère et la souffrance d'une fraction de plus en plus grande des sociétés les plus avancées économiquement, l'accroissement extraordinaire des différences entre les revenus, la disparition progressive des univers autonomes de production culturelle, cinéma, édition, etc., donc, à terme, des produits culturels eux-mêmes, du fait de l'intrusion croissante des considérations commerciales, mais aussi et surtout la destruction de toutes les instances collectives capables de contrecarrer les effets de la machine infernale, au premier rang desquelles l'État, dépositaire de toutes les valeurs universelles associées à l'idée de *public*, et l'imposition, partout, dans les hautes sphères de l'économie et de l'État, ou au sein des entreprises, de cette sorte de darwinisme moral qui, avec le culte du *winner*, formé aux mathématiques supérieures et au saut à l'élastique, instaure la lutte de tous contre tous et le *cynisme* en normes de toutes les pratiques. Et le nouvel ordre moral, fondé sur le renversement de toutes les tables des valeurs, s'affirme dans le spectacle, complaisamment diffusé par les médias, de tous ces hauts représentants de l'Etat qui abaissent leur dignité statutaire à multiplier les courbettes devant les patrons de multinationales, Daewoo ou Toyota, ou à rivaliser de sourires et de signes d'intelligence devant un Bill Gates.

Peut-on attendre que la masse extraordinaire de souffrance que produit un tel régime politico-économique soit un jour au principe d'un mouvement capable d'arrêter la course à l'abîme ? En fait, on est ici devant un extraordinaire paradoxe : alors que les obstacles rencontrés sur la voie de la réalisation de l'ordre nouveau, celui de l'individu seul, mais libre, sont aujourd'hui tenus pour imputables à des rigidités et des archaïsmes, et que toute intervention directe et consciente, du moins lorsqu'elle vient de l'Etat, par quelque biais que ce soit, est d'avance discréditée, sous prétexte qu'elle est inspirée par des fonctionnaires obéissant à leurs propres intérêts et connaissant mal les intérêts des agents économiques, donc sommée de s'effacer au profit d'un mécanisme pur et anonyme, le marché (dont on oublie qu'il est aussi le lieu d'exercice d'intérêts), c'est en réalité la permanence ou la survivance des institutions et des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement, et tout le travail de toutes les catégories de travailleurs sociaux, et aussi toutes les solidarités sociales, familiales ou autres,

qui font que l'ordre social ne s'effondre pas dans le chaos malgré le volume croissant de la population précarisée. La transition vers le « libéralisme » s'accomplit de manière insensible, donc imperceptible, comme la dérive des continents, cachant ainsi aux regards ses effets, à long terme, les plus terribles. Effets qui se trouvent aussi dissimulés, paradoxalement, par les résistances qu'il suscite, dès maintenant, de la part de ceux qui défendent l'ordre ancien en puisant dans les ressources qu'il recelait, dans les modèles juridiques ou pratiques d'assistance et de solidarité qu'il proposait, dans les *habitus* qu'il favorisait (chez les infirmières, les assistances sociales, etc.), bref dans les réserves de capital social qui protègent toute une partie de l'ordre social présent de la chute dans l'anomie. (Capital qui, s'il n'est pas renouvelé, reproduit, est voué au dépérissement, mais dont l'épuisement n'est pas pour demain.)

Mais ces mêmes forces de « conservation », qu'il est trop facile de traiter comme des forces conservatrices, sont aussi, sous un autre rapport, des forces de *résistance* à l'instauration de l'ordre nouveau, qui peuvent devenir des forces subversives – à condition notamment que l'on sache mener la lutte proprement symbolique contre le travail incessant des « penseurs » néo-libéraux pour discréditer et disqualifier l'héritage de mots, de traditions et de représentations associés aux conquêtes historiques des mouvements sociaux du passé et du présent ; à condition aussi que l'on sache défendre les institutions correspondantes, droit du travail, assistance sociale, sécurité sociale, etc. contre la volonté de les renvoyer à l'archaïsme d'un passé dépassé ou, pire, de les constituer, contre toute vraisemblance, en privilèges inutiles ou inacceptables. Ce combat n'est pas facile, et il n'est pas rare qu'on soit contraint de le mener à fronts renversés. S'inspirant d'une intention paradoxale de *subversion orientée vers la conservation ou la restauration*, les révolutionnaires conservateurs ont beau jeu de transformer en résistances réactionnaires les réactions de défense suscitées par des actions conservatrices qu'ils décrivent comme révolutionnaires ; et de condamner comme défense archaïque et rétrograde de « privilèges » des revendications ou des révoltes qui s'enracinent dans l'invocation des droits acquis, c'est-à-dire dans un passé menacé de dégradation ou de destruction par leurs mesures régressives – dont les plus exemplaires sont le licenciement des syndicalistes ou, plus radicalement, des anciens, conservateurs des traditions du groupe.

Et si l'on peut donc conserver quelque espérance raisonnable, c'est qu'il existe encore, dans les institutions étatiques et aussi dans les dispositions des agents (notamment les plus attachés à ces institutions, comme la petite noblesse d'Etat), des forces qui, sous apparence de défendre simplement, comme on le leur reprochera aussitôt, un ordre disparu et les « privilèges » correspondants, doivent en fait, pour résister à l'épreuve, travailler à inventer et à construire un ordre social qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit et qui ferait place à des collectifs orientés vers la *poursuite rationnelle de fins collectivement élaborées*

et approuvées. Parmi ces collectifs, associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'Etat, Etat national ou, mieux encore, supranational, c'est-à-dire européen (étape vers un Etat mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers ; capable aussi et surtout de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail en organisant, avec l'aide des syndicats, l'élaboration et la défense de *l'intérêt public* qui, qu'on le veuille ou non, ne sortira jamais, même au prix de quelque faux en écriture mathématique, de la vision de comptable (en un autre temps on aurait dit d'« épicier ») que la nouvelle croyance présente comme la forme suprême de l'accomplissement humain.

Paris, janvier 1998